Liminaire Unsa éducation CHSCTD 67 du jeudi 24 février 2022

M. le DASEN, mesdames et messieurs les membres du CHSCTD 67

La crise sanitaire a conduit à un épuisement réel des personnels. Le malaise dans nos professions se confirme d'année en année. Il est temps de prévenir les manifestations de stress, de burn-out ou encore de dépression, qui se multiplient.

L'UNSA Éducation rappelle que le bien-être des personnels est un levier essentiel pour améliorer le fonctionnement du système éducatif. La prévention est donc indispensable Monsieur le DASEN.

L'Unsa Education tient à vous délivrer ce message et à ce que vous le fassiez passer.

Il est temps maintenant de reconnaître matériellement le travail des personnels de notre institution et nous ne parlons pas uniquement de cette période de crise.

Il est temps de placer l'école et ses personnels au niveau d'une démocratie éduquée, cultivée et porteuse de valeur de la construction de citoyen responsable.

Il est temps de placer ses personnels à leur place dans l'échelle sociale. Ils méritent respect et reconnaissance comme l'ont compris toutes les autres nations à niveau de vie comparable. Là où les personnels travaillent moins dans la très grande majorité des pays de l'OCDE, pour la plupart, ils gagnent presque tous plus, voire beaucoup plus. Ils ont de meilleures conditions de travail presque partout. Ils sont nettement plus impliqués dans les décisions et heureux de travailler. Mais vous le savez sûrement. C'est dans les pays où les personnels sont le mieux payé que les élèves ont les meilleurs résultats dans les études de grande envergure. Un hasard sûrement ?

Oui vous, Monsieur le DASEN, n'y pouvez rien pour beaucoup. Mais il y a des aspects qui sont de votre responsabilité et nous attendions et attendons plus et mieux.

Nous sommes en crise sanitaire depuis presque deux ans avec des personnels dans un état de fatigue nerveuse jamais atteint avec des élèves qui suivent une scolarité décousue. Et pourtant, alors que nous vous demandons depuis des mois de mettre en œuvre, au plan local, des mesures essentielles **d'allègement du travail** pour permettre à tous de se **centrer sur les activités, sur les missions premières** de chacun, d'enseignement, de suivi des élèves, d'accompagnement, d'organisation, de gestion, vous n'avez pas pris de mesure adaptée à la situation de stress, de tension, de difficulté d'exercer leur métier.

Alors nous vous le demandons, où sont les mesures d'allègement du travail pour les personnels.

Demandez par exemple aux personnels de la Mission Lutte contre le Décrochage scolaire à quoi ils aimeraient occuper leur temps plutôt que de remplir des enquêtes qui prennent des heures.

Demandez aux directrices et directeurs d'école ce qu'ils font de leur temps plutôt que de centrer leur travail pour faciliter la scolarité des élèves.

Ils remplissent inlassablement des enquêtes qui prennent de longues heures chaque semaine. Donc on allège les formations, les réunions mais pas le remplissage de statistiques. C'est sûrement plus important que de s'occuper des élèves et des équipes.

Demandez aux chef.fe.s d'établissement s'ils ne souffrent pas de devoir gérer pendant des heures les aspects sanitaires plutôt que de faciliter l'enseignement si difficile dans ces conditions, plutôt

que de s’occuper des élèves en souffrance, physiquement parfois, mais aussi psychologiquement avec ce vécu d’adolescent loin de leur besoin, avec ce stress porté de vivre une telle scolarité. Pourquoi n’y a-t-il pas des personnels pour libérer de ces tâches externes aux missions essentielles des chefs d’établissement.
Demandez aux personnels de santé combien de temps ils ont passé à faire de la prévention, de l’éducation à la santé auprès de notre jeunesse plutôt que de gérer du tracing.

Demandez aux corps d’inspection comment ils peuvent décemment mener de front tous les plans d’actions définis et demander à leurs personnels de le faire aussi en sachant pertinemment que tous le vivent mal, avec des RPS de plus en plus perceptibles. Le cumul irréaliste de tous ces plans ne permet pas de se recentrer sur l’essentiel et créé pour les inspecteurs des tensions intérieures fortes, des souffrances ainsi qu’une perte du lien de confiance et de la qualité de l’accompagnement de leurs personnels.

Demandez aux personnels d’enseignement s’ils ont assez d’AESH pour accompagner les élèves qui en ont besoin.

Demandez aux AESH si leurs conditions de travail, leurs emplois du temps, leurs quotités de travail et donc leurs salaires, leur permettent de s’épanouir dans le métier et d’envisager de l’exercer sur du long terme.

Demandez aux personnels administratifs, aux gestionnaires par exemple pour qui les injonctions n’ont jamais été autant dans l’urgence, qui leur a demandé comment ils allaient physiquement et psychologiquement ? Qui a mis en œuvre des outils d’analyse et de remédiation de ce qu’ils vivent ?

Demandez aux AED s’ils sont contents de pouvoir faire des heures supplémentaires. Mais qui leur a dit que cela leur fera perdre leur prime emploi ?

Demandez aux médecins scolaires, aux assistantes sociales, aux infirmières ce qu’ils pensent de leur IFSE quand ils regardent ce qui est proposé, ne serait-ce déjà, dans les autres académies. Nous sommes à chaque fois parmi les trois plus faibles de France.

Et l’on s’étonnera du départ massif dans ces professions de notre institution ? Nous vous dirons dans quelques années que leur départ était prévisible. Qu’il est normal que vous ne trouviez plus personne, mais en face de nous, nous n’aurons plus les mêmes personnes qui n’auront pas été responsables des décisions passées.

Il y a au plan local beaucoup de décisions qui n’ont pas été prises pour alléger la tâche de chacun, nous le dénonçons et nous pensons que notre institution a en partie failli en mettant au second plan l’allégement du travail des personnels pour leur permettre de rester centrer sur la scolarité des élèves.

Cela laissera des traces importantes chez les élèves et chez les personnels.

Je vous remercie